

F. 91 — 1581

**24 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif**  
**réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement**  
**d'établissements hôteliers**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers, notamment l'article 6, 4°;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 7 novembre 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 24 décembre 1990,

Arrête :

**Article 1er.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut accorder une prime pour des acquisitions de matériaux et des travaux de construction, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipements des établissements hôteliers au sens de l'article 1er du décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers.

**Art. 2.** Peuvent donner lieu à l'octroi d'une prime :

a) les travaux de gros oeuvre, de parachèvement et de rénovation immeubles par nature, notamment le terrassement, la maçonnerie, la menuiserie, la vitrerie, le carrelage, le revêtement de mur et de sol, l'enduisage, la peinture;

b) les installations suivantes, lorsqu'elles sont réalisées dans les chambres ou dans les parties de locaux communs réservés à la clientèle hébergée :

- chauffage
- eau chaude et froide
- égouts
- gaz et électricité
- téléphone installé dans les chambres et raccordé au réseau;
- conditionnement d'air
- appareils sanitaires
- ascenseurs
- équipements relatifs à la sécurité, y compris la surveillance;

**Art. 3.** Les demandes d'octroi de la prime sont adressées par lettre recommandée au Commissaire au tourisme. Les demandes sont rédigées en double exemplaire sur des formulaires établis à cette fin et sont accompagnées de tous les documents et renseignements utiles et au moins :

- a) le cas échéant, d'une copie conforme du permis de bâtir, délivré conformément à la réglementation de l'urbanisme;
- b) le cas échéant, d'un plan coté du travail envisagé ou réalisé;
- c) d'un avant-projet estimatif avec mètre descriptif et prix unitaires;
- d) d'un relevé des acquisitions de matériaux envisagées ou réalisées avec les offres et prix unitaires;
- e) d'un plan détaillé du financement;
- f) le cas échéant, des autorisations d'installation de la signalisation routière.

**Art. 4.** L'octroi de la prime est subordonné aux conditions suivantes :

1° en cas de modernisation d'un établissement hôtelier, les acquisitions de matériaux et les travaux d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement doivent servir à accroître le confort de la clientèle ou à augmenter la capacité d'hébergement de l'établissement;

2° les acquisitions et travaux doivent être exécutés au plus tôt le 1er janvier de l'année précédant l'exercice budgétaire au cours duquel la demande est introduite et au plus tard à la fin de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime;

3° le demandeur doit s'engager à rembourser le montant de la prime si, sans l'autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions de matériaux et des travaux est modifiée dans un délai de cinq ans, commençant le 1er janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la prime.

**Art. 5.** La prime s'élève à 30 p.c. du coût hors TVA des acquisitions de matériaux et des travaux exécutés, sans qu'elle puisse être supérieure à 2.000.000 F.

Toutefois, en ce qui concerne les acquisitions de matériaux et les travaux spécifiques d'installations assurant la conformité d'un établissement hôtelier existant aux normes de sécurité incendie arrêtées par l'Exécutif, la prime s'élève à 50 % de leur coût.

Aucune prime n'est accordée si le coût des acquisitions de matériaux et des travaux exécutés est inférieur à 200.000 F, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite.

Le montant total des primes accordées pour un établissement hôtelier ne peut dépasser deux millions de francs par période de cinq ans, même s'il y a changement de propriétaire.

A cette fin, le Commissaire au Tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de prime pour un établissement, détermine le montant des primes accordées pour cet établissement au cours des quatre exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la prime demandée doit être imputée si elle est accordée.

La prime ne peut dépasser le montant égal à la différence entre deux millions de francs et le montant déterminé conformément à l'alinéa précédent.

**Art. 6.** La prime est liquidée :

a) au propriétaire qui finance les acquisitions de matériaux ou les travaux;

b) à l'exploitant qui n'est pas propriétaire de l'établissement et qui finance personnellement les acquisitions de matériaux ou les travaux.

Dans le cas prévu au point b, la prime n'est liquidée que si la demande prévue à l'article 2 est en outre accompagnée d'un document émanant du propriétaire de l'établissement attestant son accord sur l'exécution des travaux et l'engagement à laisser faire les vérifications prévues à l'article 7.

**Art. 7.** La personne qui demande l'octroi d'une prime permet par ce fait même au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, de faire procéder sur place, par ses fonctionnaires, à toutes vérifications de l'affectation des travaux ou de l'immeuble.

**Art. 8.** Le Commissaire au Tourisme sollicite l'avis du Comité technique de l'hôtellerie du Conseil supérieur du Tourisme, sur l'opportunité de l'octroi de la prime.

A défaut d'avis donné dans un délai d'un mois à compter de la date de la convocation du Comité, l'avis est censé avoir été donné.

Sur avis du Conseil supérieur du Tourisme, le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions peut, pendant une période définie, accorder des primes en priorité pour certains types de travaux qu'il détermine.

**Art. 9.** La prime ne sera liquidée qu'après acquisition des matériaux ou réalisation des travaux pour lesquels elle a été octroyée et sur production des pièces de dépenses originales.

**Art. 10.** Le bénéficiaire de la prime est tenu de souscrire un engagement conforme au modèle annexé au présent arrêté.

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif du 5 janvier 1984 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1989 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création ou l'agrandissement d'établissements hôteliers est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Seules les demandes introduites après cette date bénéficieront de l'application du présent arrêté.

**Art. 13.** Le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Annexe  
—**Formule de l'engagement à souscrire par le bénéficiaire d'une prime pour la modernisation  
et la construction d'établissements hôteliers**  
—

Le soussigné .....  
reconnait avoir reçu de la Communauté française, Commissariat au Tourisme, une somme de  
..... francs  
à titre d'intervention dans les dépenses relatives à .....

et affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990.

Il s'engage dès lors à rembourser la prime si, sauf autorisation du Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions, l'affectation des acquisitions et des travaux n'est pas maintenue jusqu'au 31 décembre .....

Fait à ....., le .....

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## VERTALING

N. 91 — 1581

**24 DECEMBER 1990. - Besluit van de Executieve houdende regeling van de toekenning van premies om de modernisering, de oprichting en de uitbreiding van de hotelinrichtingen aan te moedigen**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstreckende inrichtingen en de hotelinrichtingen, inzonderheid op artikel 6, 4°;

Gelet op het advies van de "Conseil Supérieur du Tourisme" gegeven op 7 november 1990;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 24 december 1990 genomen beslissing,

Besluit :

**Art. 1.** Binnen de perken van de op de begroting ingeschreven kredieten mag de Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort een premie toekennen voor de aankoop van materiaal en voor bouw-, verbouwings-, uitbreidings- en uitrustingswerken aan de hotelinrichtingen in de zin van artikel 1 van het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstreckende inrichtingen en de hotelinrichtingen.

**Art. 2.** Kunnen aanleiding geven tot de toekenning van een premie :

a) de ruwbouw-, afwerkings- en renovatiewerken aan gebouwen die uit hun aard onroerende goederen zijn, onder meer het grondwerk, het metselwerk, het houtwerk, het glaswerk, de bevoering, de wanden, de groundbekleding, de bepleistering, het schilderwerk;

b) de volgende installaties, wanneer zij in de kamers of in de delen van de gemeenschappelijke lokalen voorbehouden voor de verblijfscliënteel worden uitgevoerd :

- verwarming;
- koud en warm water;
- rioleringen;
- gas en electriciteit;
- telefoon in de kamers geïnstalleerd en verbonden aan het net;
- klimaatregeling;
- sanitair;
- liften;
- uitrustingen voor de veiligheid, met inbegrip van de bewaking.

**Art. 3.** De aanvragen voor de toekenning van de premie worden bij een ter post aangetekende brief naar de Commissaris van Toerisme gezonden. De aanvragen worden in tweevoud opgemaakt op daartoe opgestelde formulieren en alle nuttige documenten en inlichtingen worden er bijgevoegd waaronder ten minste :

a) desgevallend een eensluidend afschrift van de bouwvergunning, toegekend overeenkomstig de reglementering van de stedenbouwkunde;

b) desgevallend een maatschets van het voorgenomen of uitgevoerde werk;

c) een ramend voorontwerp met beschrijvende opmeting en eenheidsprijzen;

d) een opgave van de voorgenomen of uitgevoerde aankoop van materiaal samen met de aanbiedingen en de eenheidsprijzen;

e) een gedetailleerd plan van de financiering;

f) desgevallend de toelatingen om de verkeerstekens te installeren.

**Art. 4.** Aan de toekenning van de premie zijn de volgende voorwaarden verbonden :

1° In geval van modernisering van een hotelinrichting moeten de aankoop van materiaal en de verbouwings-, de uitbreidings- en de uitrustingswerken dienen om de cliënteel meer comfort te bezorgen of om de capaciteit van de inrichting uit te breiden inzake logiesverstrecking;

2° de aankopen en de werken moeten verricht zijn op zijn vroegst op 1 januari van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat waarin de aanvraag werd ingediend en op zijn laatst op het einde van het jaar dat volgt op het jaar waarin de premie op de begroting werd aangerekend;

3° de aanvrager moet zich verbinden het bedrag van de premie terug te betalen indien de affectatie van de aankoop van materiaal en van de werken zonder de toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort wordt gewijzigd binnen een termijn van vijf jaar, die aanvangt op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de premie op de begroting werd aangerekend.

**Art. 5.** De premie bedraagt 30 pct. van de kosten exclusief de BTW van de aankoop van materiaal en van de uitgevoerde werken, zonder dat zij hoger mag zijn dan 2 000 000 frank.

Wat de aankoop van materiaal en de specifieke installatiewerken betreft, uitgevoerd om de bestaande hotelinrichting in conformiteit met de door de Executieve bepaalde normen inzake brandbeveiliging te brengen belooft de premie evenwel 50 % van de kosten.

Geen enkele premie wordt toegekend indien de kosten voor de aankoop van materiaal en voor de uitgevoerde werken lager zijn dan 200 000 frank, na aftrek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Het globaal bedrag van de toegewezen premies voor een hotelinrichting mag niet hoger zijn dan twee miljoen frank per periode van vijf jaar, zelfs wanneer het huis door een nieuwe eigenaar bewoond is.

Daartoe bepaalt de Commissaris voor Toerisme bij het ontvangen van een premieaanvraag voor een inrichting, het bedrag van de premies toegekend voor deze inrichting in de loop van de vier begrotingsjaren voor het jaar waarin de gevraagde premie moet aangerekend worden indien zij wordt toegekend.

De premie mag niet hoger zijn dan het bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen twee miljoen frank en het bedrag vastgelegd overeenkomstig het vorig lid.

**Art. 6.** De premie wordt uitbetaald :

a) aan de eigenaar die de aankoop van materiaal of de werken financiert;

b) aan de uitbater die geen eigenaar is van de inrichting en die op eigen kosten de aankoop van materiaal of de werken betaalt;

In het geval voorzien onder punt b), wordt de premie slechts uitbetaald wanneer er bij de aanvraag voorzien bij artikel 2 bovendien een document van de eigenaar van de inrichting is gevoegd waarbij hij zijn instemming betuigt met de uitvoering van de werken en waarbij hij zich verbindt de bij artikel 7 voorziene verificaties te laten uitvoeren.

**Art. 7.** De aanvrager van de toekenning van een premie geeft juist hierdoor toelating aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort alle onderzoek ter plaatste door zijn ambtenaren te laten verrichten omtrent de affectatie van de werken of van het gebouw.

**Art. 8.** De Commissaris voor Toerisme vraagt het advies van het Technisch Comité van het hotelwezen van de "Conseil Supérieur du Tourisme" over de opportuniteit de premie toe te kennen.

Ontbreekt het advies dat binnen een maand moet gegeven worden te rekenen vanaf de datum waarop het Comité werd bijeengeroepen, dan wordt het advies als gegeven beschouwd.

Op advies van de "Conseil Supérieur du Tourisme", mag de Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort tijdens een bepaalde periode premies prioritair toekennen voor bepaalde soorten werken die hij bepaalt.

**Art. 9.** De premie wordt slechts uitbetaald na aankoop van het materiaal of na uitvoering van de werken waarvoor zij werd toegekend en na overlegging van de originele bewijzen van uitgaven.

**Art. 10.** De premiegerechtigde is verplicht een verbintenis aan te gaan conform het bij dit besluit gevoegde model.

**Art. 11.** Het besluit van de Executieve van 5 januari 1984, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 11 september 1989 houdende regeling van de toekenning van premies met het oog op het bevorderen van de modernisering, de oprichting of de uitbreiding van hotelinrichtingen wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Enkel de na deze datum ingediende aanvragen worden in aanmerking genomen voor de toepassing van dit besluit.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

## Bijlage

**Formule van de verbintenis, te ondertekenen door de begunstigde van een premie voor het moderniseren en het bouwen van hotelinrichtingen**

De ondergetekende .....  
erkent van de Franse Gemeenschap, Commissariaat voor Toerisme, de som van ..... frank  
te hebben ontvangen als tussenkomst in de uitgaven voor .....

en hij bevestigt kennis te hebben genomen van al de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990.

Derhalve verbindt hij zich ertoe de premie terug te betalen als de bestemming van het aangekocht materiaal en van de werken niet gehandhaafd blijft tot 31 december 19.... behoudens machtiging van de Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort.

Gedaan te ....., de .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 houdende regeling van de toekenning van premies om de modernisering, de oprichting en de uitbreiding van de hotelinrichtingen aan te moedigen.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE